

**COMPTE RENDU**

**85<sup>e</sup> RÉUNION DU COMITÉ CONSULTATIF  
DE L'ENVIRONNEMENT KATIVIK**

**(ADOPTÉ)**

**DATE :** Les 30 et 31 août 2000

**ENDROIT :** Hôtel Coop de Povungnituk  
Salle de réunion  
Puvimituq (Québec)  
JOM 1P0

**ÉTAIENT PRÉSENTS :** MM. Claude Abel, Canada  
Michael Barrett, ARK  
Yves Désilets, Canada, Vice-président  
M<sup>me</sup> Paule Halley, Québec  
M<sup>me</sup> Hélène LeBlond, Québec, Présidente  
M. Muncy Novalinga, ARK

**ÉTAIENT ABSENTS :** MM. Gérard Duhaime, Québec  
Robert Fibich, Canada

**AUTRE PARTICIPANT :** M. Robert Comtois, secrétaire exécutif par intérim

---



## **1. OUVERTURE DE LA RÉUNION ET ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR**

Le secrétaire annonce que le quorum est atteint et que Michael Barrett doit se joindre au groupe en début d'après-midi. Hélène LeBlond déclare la réunion ouverte à 9h00.

Le secrétaire propose de modifier l'ordre soumis afin de favoriser une meilleure préparation pour la rencontre prévue avec la Commission du Nunavik au cours de la soirée du 30 août, dans la même salle.

L'ordre du jour suivant est adopté tel que modifié :

Proposé par : Paule Halley

Secondé par : Claude Abel

Adopté à l'unanimité

1. Ouverture de la réunion et adoption de l'ordre du jour;
2. Adoption du compte rendu de la 84<sup>e</sup> réunion;
3. Affaires découlant de la 84<sup>e</sup> réunion et correspondance :
  - 3.1. Budget, membres et secrétariat;
  - 3.2. Révision du *Règlement sur les matières résiduelles*;
4. Révision du *Règlement sur l'eau potable*;
5. Commission du Nunavik;
6. Affaires découlant de la 84<sup>e</sup> réunion et correspondance (suite) :
  - 6.1. Inventaire et caractérisation des sites abandonnés d'exploration minière au Nunavik;
  - 6.2. Eolienne de Kuujuaq;
  - 6.3. Évaluation environnementale de projets en milieu nordique;
  - 6.4. Divers;
    - 6.4.1. *Règlement sur l'évacuation et le traitement des eaux usées des résidences isolées*;
    - 6.4.2. Traduction des documents en français vers l'anglais;
    - 6.4.3. Consultation des comités consultatifs nordiques;
7. Varia;
  - 7.1. Parc des Pingualuit;
  - 7.2. Projet de stratégie québécoise sur les aires protégées;
  - 7.3. Tâches du secrétaire exécutif : priorités;
8. Date et endroit de la prochaine réunion.

## **2. ADOPTION DU COMPTE RENDU DE LA 84<sup>e</sup> RÉUNION**

Le projet de compte rendu fait l'objet de demandes de modification.

Paule Halley demande les modifications suivantes :

- page 3, 3<sup>e</sup> paragraphe, dernier mot : remplacer « juridique » par « environnementale »;
- page 4, 2<sup>e</sup> paragraphe, 8<sup>e</sup> ligne : ajouter « au Nunavik » après « résiduelles ».

Claude Abel demande la modification suivante :

- page 4, 2<sup>e</sup> paragraphe, 4<sup>e</sup> ligne : remplacer « Kuujjuaq » par « Kuujjuarapik ».

Muncy Novalinga demande la modification suivante :

- page 4, 2<sup>e</sup> paragraphe : le début du paragraphe devrait commencer par « Michael Barrett mentionne qu'un centre de recyclage est considéré pour le Nunavik. Muncy Novalinga confirme et il appuie ce projet ».

Yves Désilets demande les modifications suivantes :

- page 6, 3<sup>e</sup> paragraphe, 3<sup>e</sup> ligne : biffer le mot « enfoui »;
- page 6, 3<sup>e</sup> paragraphe, 7<sup>e</sup> ligne : remplacer « dans la même tranchée » par « dans le même corridor ».

Proposé par : Muncy Novalinga

Secondé par : Paule Halley

Adopté à l'unanimité

### **3. AFFAIRES DÉCOULANT DE LA 84<sup>e</sup> RÉUNION ET CORRESPONDANCE**

#### **3.1 Budget, membres et secrétariat**

**Correspondance** — Le 2 juin, le Comité écrit à Daniel Berrouard du ministère de l'Environnement pour que l'ordinateur du secrétaire exécutif par intérim, situé à l'Université Laval, soit connecté au réseau Intranet du Ministère. Le 9 juin, au bureau de Daniel Berrouard, le secrétaire examine en sa compagnie le site Intranet du Ministère afin d'identifier les rubriques qui pourraient être accessibles, et celles qui ne le pourraient pas; les deux concluent que le site Intranet peut être accessible sans restriction. Le 14 juin, le Comité écrit à Daniel Berrouard afin d'autoriser la connexion de l'ordinateur du secrétaire, situé à l'Université Laval, au service Intranet du ministère de l'Environnement; une copie conforme est adressée à Louis Germain de la Direction des évaluations environnementales.

Le 19 juin, le Comité écrit à Sid Gershberg, administrateur fédéral de la *Convention de la Baie James et du Nord québécois* (CBJNQ), de l'Agence canadienne d'évaluation environnementale (ACÉE) afin de l'inviter à la 85<sup>e</sup> réunion du Comité, prévue être tenue à Puvirnituq, dans le but de nous entretenir des discussions en cours entre le gouvernement du Québec et le gouvernement du Canada concernant la réévaluation du budget du CCEK. Le 5 juillet, le CCEK écrit à Nicole Gagnier de l'ACÉE afin de demander quand ce dernier sera de retour à son bureau et en mesure de voir à sa correspondance.

Le 19 juin, le secrétaire exécutif par intérim écrit à la famille du défunt Tommy Grey afin d'offrir les sympathies des membres du CCEK à toute la famille, tel que demandé par le Comité à sa 84<sup>e</sup> réunion.

Le 19 juillet, le CCEK reçoit une lettre du ministre de l'Environnement du Québec, M. Paul Bégin, pour confirmer que le CCEK disposera d'une somme de 38,000 \$ incluant une somme de 23,000 \$ pour l'embauche d'un secrétaire exécutif et de personnel de secrétariat. Le ministre confirme également que des discussions sont en cours avec le gouvernement fédéral pour réviser l'entente bipartite signée en 1987 au sujet du financement des comités de la CBJNQ. Le 4 août, le Comité reçoit une lettre du ministre de l'Environnement du Canada, David Anderson, en réponse à la lettre du CCEK datée du 7 avril présentant le budget préparé par le Comité. Il fait part des préoccupations transmises par le président de l'ARK, Johnny Adams, à propos du financement, jugé insuffisant. Il confirme que des discussions sont en cours entre les gouvernements pour améliorer le financement du Comité.

Le 21 juillet, le CCEK reçoit copie du programme préliminaire du congrès annuel de l'Association québécoise pour l'évaluation d'impacts (AQEI) qui doit être tenu à Montréal les 16 et 17 novembre 2000.

Le 8 août, le Comité reçoit une lettre de la sous-ministre de l'Environnement, Diane Jean. Référant à la lettre du ministre Paul Bégin, elle indique que le budget consenti pour l'année 2000-2001 prend en considération le souhait du CCEK, transmis le 17 avril par son vice-président Yves Désilets, de procéder à l'embauche d'un secrétaire à temps partiel. Le 15 août, le CCEK reçoit une lettre de Sid Gershberg télécopiée le 8 août au Ministère. Il s'agit de la réponse à l'invitation lancée par le CCEK le 19 juin. Il dit être au courant de la teneur des échanges de la rencontre avec la sous-ministre; il déclare être disponible pour rencontrer le Comité à une date ultérieure au 31 août.

**Discussion** — Selon Yves Désilets, un appel pour une rencontre avec des membres du CCEK doit être lancé à Sid Gershberg dans les meilleurs délais. Le quorum, sinon la représentation des différents organismes du CCEK, devrait être assuré pour un compte rendu plus officiel. Une lettre d'invitation avec avis de convocation doivent lui être transmis dès que possible, selon la procédure prévue pour tenue d'une réunion rapide — si possible en septembre. Paule Halley est d'accord avec ce programme dans la mesure où il vise à atteindre l'objectif principal : assurer un budget décent pour que le CCEK assure ses responsabilités. Selon Yves Désilets, de plus, une réunion devrait être convoquée à Kuujjuaq pour discuter de l'avenir du CCEK avec les responsables et les employés de l'ARK et, de cette manière, renforcer les liens de communication du Comité avec cet organisme. À cette occasion, les questions adressées à la sous-ministre lors de la 84<sup>e</sup> réunion devraient leur être adressées.

Le secrétaire exécutif annonce que l'hôtel vient tout juste de recevoir copie d'un arrêté en conseil du gouvernement du Québec qui rend officiel, et rétroactif au 1<sup>er</sup> avril 2000, la

nomination d'Hélène LeBlond en tant que présidente du Comité. Yves Désilets demande d'écrire à Johnny Adams, président de l'ARK, et Pita Aatami, président de la Société Makivik, pour nommer un troisième représentant de l'ARK, poste vacant depuis le décès de Tommy Grey.

Le secrétaire exécutif demande au Comité de se pencher sur le traitement d'un nouveau dossier; autrement dit : peut-on améliorer le mode actuel de fonctionnement à ce chapitre? Selon Yves Désilets, chaque nouveau dossier doit d'abord être lu par le secrétaire qui en produit un résumé au bénéfice des membres, lequel leur est transmis avec une copie du document reçu. À la suite, un appel conférence peut être organisé et, si nécessaire, un sous-comité mis sur pied pour mener à bien le dossier. Il souligne qu'un sous-comité peut être créé à une réunion officielle sans être l'objet d'une résolution. Hélène LeBlond souhaiterait qu'un représentant de l'ARK soit membre de chacun des sous-comités : leur connaissance du milieu est indispensable dans le traitement des dossiers par le CCEK.

Yves Désilets indique que le Comité doit accuser réception de la dernière lettre de la sous-ministre, Diane Jean, en soulignant l'embauche d'un secrétaire exécutif à temps partiel et le maintien des services de secrétariat, assuré principalement par Diane Dussault, jusqu'au moment où sera embauché le secrétaire exécutif permanent.

### 3.2 Révision du Règlement sur les matières résiduelles

**Correspondance** — Le 1<sup>er</sup> juin; durant un appel téléphonique, Michel Ouellet, de la Direction des politiques du secteur municipal du ministère de l'Environnement, réfère le CCEK à Claude Trudel, du même service, pour obtenir des informations supplémentaires sur le projet de règlement sur les matières résiduelles. Le CCEK accepte de soumettre à ce dernier des questions par écrit, dès le 8 juin, afin d'obtenir les réponses au cours d'un appel conférence prévu le 13 juin. Le 8 juin, le Comité adresse une lettre à C. Trudel, en français, qui contient 14 questions soulevées par les membres du CCEK. Le 9 juin, le CCEK adresse une seconde lettre à C. Trudel qui contient des commentaires et questions supplémentaires soulevés par deux membres, soit Paule Halley et Muncy Novalinga, au sujet du même projet. Le 13 juin, Diane Dussault, du secrétariat du CCEK, reçoit un message de dernière minute annulant l'appel conférence due à l'absence de C. Trudel à son bureau à ce moment-là. Le 13 juin, le CCEK appelle Louis Germain, de la Direction des évaluations environnementales, pour demander conseil étant donné l'échéance fixée au CCEK pour remettre ses commentaires officiels, soit le 15 juin. Le même jour, en après-midi, le Comité reçoit un message de L. Germain indiquant que le CCEK dispose d'un délai nouveau, le 30 juin, pour déposer ses commentaires et que le Comité peut contacter M. Ouellet, le superviseur de C. Trudel, pour de nouveaux arrangements.

Le 16 juin, le CCEK contacte Yves Héroux, coordonnateur de projet à l'Administration régionale Kativik (ARK), afin d'avoir son point de vue sur les questions et commentaires soulevés dans les lettres des 8 et 9 juin adressées par le CCEK à la Direction des politiques du secteur municipal du ministère de l'Environnement. Il est convenu d'un rendez-vous à Kuujuaq et d'une participation à un appel conférence avec C. Trudel et le secrétaire

exécutif du CCEK le 20 juin. Cet appel est effectivement réalisé le 20 juin. Le 27 juin, le Comité envoie une lettre adressée à Jean Maurice Latulippe, de la Direction des politiques du secteur municipal, pour répondre à sa requête d'examiner et de commenter le projet de règlement des matières résiduelles.

Le 27 juin, le maire de Kangirsuk, Joseph Annahatak, introduit le secrétaire exécutif au programme Isurruutiit. Il s'agit d'un programme de l'ARK dont le financement est renouvelé par le ministère des Affaires municipales en 1999. Il consiste en une somme de 45 000 000 \$ pour cinq (5) ans, uniquement pour l'amélioration des infrastructures — les besoins en infrastructures et traitement pour l'eau ainsi que pour l'élimination des déchets des 14 villages du Nunavik. Le maire autorise le CCEK à tirer copie de l'introduction d'une étude préliminaire des besoins de la communauté de Kangirsuk réalisée en 1999 (12 p.) — document transmis aux membres du CCEK.

Le 17 juillet, Jean Maurice Latulippe, avocat de la Direction des politiques du secteur municipal, accuse réception de la réponse du CCEK du 27 juin, et réfère le Comité à Michel Ouellet pour de plus amples informations. Le 2 août, le CCEK accuse réception d'une lettre d'Yves Héroux, de l'ARK, accompagnant un document qui informe le Comité de l'état des infrastructures d'eau potable et des sites d'élimination des déchets des 14 villages du Nunavik, résultat d'un inventaire et d'une caractérisation réalisée en 1999 — document transmis aux membres du CCEK. Y. Héroux offre de garder le contact afin que l'ARK appuie le CCEK dans l'éventualité d'une pré-publication prochaine du projet de réglementation des matières résiduelles.

Durant la semaine du 14 août, au cours d'une conversation avec Claude Trudel, le secrétaire exécutif a appris que le projet faisait l'objet d'une évaluation des impacts économiques au Ministère et qu'il est susceptible d'aller en pré-publication au cours de l'automne. Le 21 août, le Comité a reçu du ministère des Affaires municipales une copie du Protocole d'entente entre le ministre d'État aux Affaires municipales et à la métropole et l'Administration régionale Kativik dans le cadre du Programme d'aide financière « Isurruutinik » pour l'amélioration des infrastructures des villages nordiques — disponible en version française seulement.

**Discussion** — Au cours de l'été, le secrétaire exécutif a visité les dépotoirs de quelques municipalités du Nunavik. Des photos ont été faites au profit du Comité. Il dépose également deux documents, soit l'Entente-cadre concernant la région Kativik signée le 21 octobre 1998 et le Protocole d'entente entre le ministre d'État aux Affaires municipales et à la métropole et l'ARK dans le cadre du Programme d'aide financière « Isurruutinik » pour l'amélioration des infrastructures des villages nordiques, signé le 30 juin 1999. Il résume les échanges avec Yves Héroux, de l'ARK, suite à la mise à jour de l'existence du Programme « Isurruutinik ».

Paule Halley demande qu'une personne de l'ARK soit mandatée pour venir présenter ce programme et identifier des pistes d'amélioration. Yves Désilets souligne que le Comité, dans ce dossier comme dans d'autres, doit se concentrer sur les solutions

environnementales possibles, sans égard aux coûts; et cela s'applique aussi aux cas soulevés par le président de la Commission de la qualité de l'environnement Kativik (CQEK), Peter Jacobs, soit les aires attribuées au recyclage des matériaux solides dans les dépotoirs actuels au Nunavik. Dans cette perspective, selon Y. Désilets, le succès des aires pour matériaux solides recyclables doit nous permettre de considérer de manière très positive, au plan environnemental, la mise en place de programme de recyclage des rejets des déchets domestiques et industriels. Il faut accuser réception de la lettre du président de la CQEK en soulignant que l'ARK est à développer des programmes de recyclage et que nous assurons le suivi de ce projet.

Muncy Novalinga souligne qu'il faut regarder vers le futur quand on aborde ce dossier : le centre de recyclage communautaire représente l'avenir pour un meilleur environnement des villages, souvent souillé par l'éparpillement de déchets des dépotoirs emportés par le vent, le papier surtout. Ce sera dispendieux mais c'est absolument nécessaire. Cette action est d'autant plus justifiée que le gouvernement du Québec a économisé des sommes importantes en limitant au Sud les subventions à la mise sur pied de tels centres de recyclage et de réseaux de collecte sélective, ou encore en finançant des projets ailleurs dans les pays en développement. C'est donc un retour des sommes dues au Nunavik qui permettra d'assurer le financement de démarrage de ce projet. Yves Désilets est en désaccord avec le dernier argument avancé par M. Novalinga : les projets à l'échelle internationale subventionnés par les gouvernements obéissent à d'autres impératifs qui ne briment pas les intérêts de la population du Nunavik.

#### 4. RÉVISION DU RÈGLEMENT SUR L'EAU POTABLE

Hélène LeBlond résume le contenu d'une version préliminaire de l'avis du Comité sur le projet en pré-publication — document transmis aux membres. Paule Halley veut que l'on vérifie si les éléments du rapport du BAPE sont bien intégrés. Elle conseille de travailler avec le document produit par le secrétaire exécutif précédent où les demandes des Inuits faisaient l'objet d'un tableau synthèse. Ce document pourrait servir de liste de référence pour s'assurer que la réponse du CCEK soit la plus conforme possible à la contribution des Inuits durant les audiences du BAPE. Le secrétaire exécutif souligne que la phase de pré-publication est de 60 jours dans ce dossier puisqu'il s'agit d'un règlement inscrit dans la *Loi sur la qualité de l'environnement*.

#### 5. COMMISSION DU NUNAVIK

Le jour même de la 84<sup>e</sup> réunion du CCEK, le 31 mai, le Comité a reçu une lettre de la Commission du Nunavik, accompagnée d'une copie de l'Accord politique détaillant son mandat, pour offrir au CCEK la possibilité de faire connaître son point de vue. Michael Barrett, temporairement absent, se joint à la discussion via un appel et ainsi participe aux préparatifs en vue de la rencontre avec la Commission prévue à Puvirnituq le 30 août, en soirée, à l'Hôtel Coop.

D'entrée de jeu, Yves Désilets souligne que les membres du Comité ont besoin d'être éclairés par les membres qui représentent l'ARK, ceci pour s'assurer de prévoir les interventions les plus souhaitables de leur point de vue. Michael Barrett acquiesce : en tant que représentant de l'ARK au sein du CCEK, il estime qu'il s'agit d'une occasion importante pour mettre sur la table la problématique environnementale du Nunavik. Selon lui, il y a plusieurs enjeux à considérer, mais il faut s'assurer de faire passer le message suivant : le système mis en place par le Chapitre 23 a eu davantage d'effets positifs que d'effets négatifs; toutefois, après 25 ans, il y a place à de l'amélioration.

Selon M. Barrett, certains aspects de la procédure d'évaluation environnementale détaillée dans la Convention méritent d'être révisés. Des projets d'envergure municipale tels les dépotoirs, les infrastructures d'eau potable, etc. devraient être limités à un processus d'évaluation à un niveau régional, par exemple en renforçant les pouvoirs de l'ARK pour les examiner et les approuver.

Pour Paule Halley, le processus d'évaluation fédéral mérite également qu'on s'y penche. Présentement, si rien ne change, le dossier de Quaqtq contient les ferments d'un dérapage à court terme des perceptions de la population au détriment de toute procédure d'évaluation environnementale au Nunavik. La lettre de Peter Jacobs, président de la Commission de la qualité de l'environnement du Nunavik (CQEK), adressée au CCEK renforce cette perception. Le rôle du COFEX est à scruter de plus près.

Selon Michael Barrett, le processus d'évaluation environnementale du Québec, s'il est plus efficace, a aussi ses irritants. Récemment, la reconstruction d'un quai pour hydravion, à Stewart Lake près de Kuujuaq, a fait l'objet de nombreux reports à cause de la procédure existante, ce qui a irrité les entreprises locales.

Michael Barrett ajoute que le financement du CCEK est un grave problème, un enjeu clé, dans la résolution des dossiers soulevés. Selon Yves Désilets, sans ressource, le Comité ne peut rien. Avoir les fonds nécessaires, cela signifie d'abord de disposer des ressources nécessaires, humaines et matérielles, pour assurer son mandat ainsi que de fonds suffisants pour relever le défi de la surveillance, lequel requiert notamment un suivi des dossiers traités au Comité — un monitoring —, particulièrement important dans les domaines qui ont une incidence directe sur la population du Nunavik, tels l'eau potable, les déchets, etc.

Yves Désilets identifie également la communication entre l'ARK, le fédéral et le provincial comme un des enjeux. La disponibilité prochaine d'un inventaire des ressources naturelles est citée en exemple : les données devront être également accessibles à tous les paliers de gouvernement pour assurer des interventions environnementales efficaces. Paule Halley acquiesce en soulignant que l'intervention du CCEK à la Commission devra toutefois dépasser le mandat du Comité, embrasser plus largement le domaine de l'environnement.

Paule Halley ajoute que la CQEK devrait être conservée mais en autant que les Annexes 1 et 2 du Chapitre 23 de la Convention soient modifiées, une procédure déjà entamée au



CCEK par le passé mais qui a sans cesse été remise. Il faut profiter de la mise en place d'un nouveau gouvernement pour apporter ces modifications.

Michael Barrett croit que le ministère de l'Environnement devra s'assurer de fournir les ressources humaines, matérielles et financières nécessaires pour appliquer les nouvelles lois qui découleront de la révision du Chapitre 23; présentement, le Ministère affecte un personnel et des ressources trop limités pour couvrir le Nunavik et faire respecter les lois existantes.

De plus, selon Michael Barrett, tout permis d'utilisation des terres devrait être émis par l'ARK et ainsi, de cette manière, l'application du plan d'affectation des terres serait renforcée. Un autre enjeu selon Michael Barrett est la responsabilité dans l'établissement et la gestion des parcs au Nunavik. Celle-ci, également, doit être clairement du ressort de l'ARK.

Paule Halley soulève la question des projets qui échappent à la réglementation — « grey zone projects ». Si certains types de projets pourraient être retirés des Annexes 1 et 2 du Chapitre 23 de la CBJNQ, d'autres pourraient être ajoutés étant donné leur impact sur l'environnement. Aussi, elle dépose copie de trois documents pour les membres du CCEK et en souhaitant qu'ils soient transmis à la Commission du Nunavik. Il s'agit, d'une part, de (i) « La liste des demandes de certificat d'autorisation (...) » et de (ii) « La liste des certificats d'autorisation délivrés en vertu de la *Loi sur la qualité de l'environnement*, article 22, pour la région du Nunavik depuis le 1er janvier 1978 ». D'autre part, il s'agit du document (iii) « Évaluation environnementale, Direction régionale Nord-du-Québec. Liste des projets par ordre numérique ».

Hélène LeBlond souligne que les pouvoirs réglementaires du ministre de l'Environnement pourraient être examinés par la Commission du Nunavik. Une partie de ceux-ci pourrait être transférée à l'ARK.

Ce sont les principales questions à débattre avec la Commission, selon les membres du CCEK qui, aussi, demandent au secrétaire exécutif d'être présent, de s'assurer que tous ces points seront présentés à la Commission et de faire le compte rendu complet de cette rencontre.

La réunion, tel que convenu, est temporairement levée à 16h30.

Le 31 août, tel que convenu et après de nouveaux échanges avec la Commission du Nunavik le matin même, la réunion est tenue à nouveau dès 10h30. Michael Barrett est présent.

---

6. **AFFAIRES DÉCOULANT DE LA 84<sup>e</sup> RÉUNION ET CORRESPONDANCE (SUITE)**

**6.1 Inventaire et caractérisation des sites abandonnés d'exploration minière au Nunavik**

Robert Comtois fait un résumé de l'inventaire mené au Nunavik au cours de l'été. Toutes les communautés inuites ont été contactées avant le passage du chercheur du GÉTIC. En général, sur place, le projet a été présenté au conseil municipal et à des membres de la communauté susceptibles d'aider, comme les membres de la corporation foncière. Seule la communauté de Kuujjuarapik restait à couvrir : au moment de son passage, un incendie de forêt sévissait, obligeant le chercheur à remettre à plus tard les travaux. Ils ont été complétés le jour précédant la 85<sup>e</sup> réunion à Puvirnituq.

Partout, l'inventaire a été très bien accueilli, et la participation a été bonne. Cependant, à Kuujjuaq, il y a eu un manque d'informateurs en mesure d'aider aux travaux, les plus aptes étant décédés au cours des dernières années. À la demande du président de l'ARK, dans le but de combler cette lacune, la compagnie Johnny May's Air Charters a été contactée pour mettre à contribution les pilotes au cours des prochains mois, i.e. localiser les sites de ce type survolés. Suite à une rencontre au bureau de la compagnie, des cartes ont été achetées par le GÉTIC et expédiées avec des fiches de description au directeur des opérations à Kuujjuaq.

Le bilan préliminaire est que les principales concentrations de sites abandonnés sont localisées dans les zones des fosses minéralisées de l'Ungava et du Labrador. À Kangiqsualujjuaq et Ivujivik, les sites attribuables à l'exploration minière sont rares. Partout, la description des sites demeurent à valider, de l'aveu même de la plupart des informateurs rencontrés : ils ont été localisés en hiver et la présence d'un couvert nival important, en général, ne permet pas de certifier que les éléments abandonnés observés et rapportés soient les seuls présents sur place.

Michael Barrett précise qu'une réunion de l'ARK doit avoir lieu à Kuujjuaq en décembre. Il souhaite que le bilan de l'inventaire y soit présenté. Muncy Novalinga demande quels types de produits pétroliers ont été inventoriés. Robert Comtois précise que tous les types associés au transport, aérien ou terrestre, et au chauffage sont susceptibles d'être présents.

Claude Abel précise qu'Environnement Canada, grâce au programme Eco-Action 2000, peut financer des travaux de nettoyage dans les meilleurs délais. Le village de Salluit pourrait en profiter : les concentrations de sites abandonnés semblent particulièrement élevées dans ce secteur. Le programme assure une contribution égale à la somme que pourra investir l'organisme qui voudra réaliser les travaux, tel l'ARK. Michael Barrett estime que cette démarche est prématurée : la caractérisation des sites doit d'abord être complétée, les efforts de nettoyage viseront ensuite les sites du Nunavik dont la

problématique environnementale sera la plus lourde, et ainsi de suite, jusqu'aux sites dont le nettoyage est le moins urgent.

## 6.2 Éolienne de Kuujuaq

Le secrétaire exécutif souligne que ce dossier n'a pas fait l'objet de recommandation suite à l'exposé des gens d'Hydro-Québec. Doit-il en déduire qu'il doit être classé?

Yves Désilets estime que le CCEK a fait ses devoirs et que le dossier peut être clos. Toute autre demande doit venir de l'ARK. Claude Abel partage cet avis. Yves Désilets ajoute qu'Hydro-Québec devrait être invité à chaque année pour présenter un bilan de ses activités et de ses projets au Nunavik. Hélène LeBlond estime que ce dossier mériterait que le Comité adopte une position. Yves Désilets estime que le Comité ne peut défendre qu'une seule position : la défense de l'environnement. Claude Abel estime que cela pourrait se traduire par une position en faveur de l'énergie éolienne puisque c'est moins polluant, plus sûr pour l'environnement. Yves Désilets n'est pas contre, cependant elle devra s'appuyer sur une demande en ce sens de la part d'un organisme du milieu : l'ARK, par exemple, pourrait demander au Comité de prendre position à ce sujet et, seulement à cette condition, ce dernier pourrait le faire, et transmettre sa réponse au ministre.

Michael Barrett estime que, dans une telle éventualité, la conservation et le coût de l'énergie devront faire partie de cette position à adopter. Le dossier de l'éolienne contient les germes d'un dossier de conservation de l'énergie : il faut donc amorcer des travaux en ce sens. Il suggère qu'Hélène LeBlond assure le leadership dans ce dossier avec l'aide de Claude Abel et Muncy Novalinga.

## 6.3 Évaluation environnementale de projets en milieu nordique

Paule Halley a pris connaissance de la lettre de Jacinthe Leclerc, de l'Agence canadienne d'évaluation environnementale (ACÉE), reçue le 15 juin, et juge qu'elle ne répond pas de manière satisfaisante à notre demande. Le CCEK doit lui répondre en demandant de nous transmettre le compte rendu des discussions de la réunion de juin, réunion mentionnée dans sa lettre, et de nous fournir des explications aux questions suivantes : pourquoi il n'y a pas de certificat d'autorisation alors que le projet est pratiquement terminé ou, encore, s'il n'y a pas eu autorisation d'amorcer les travaux, pourquoi ceux-ci sont en cours ?

Michael Barrett et Yves Désilets demandent que soit soumis aux membres un projet de lettre qui reflète de manière satisfaisante l'inquiétude du Comité dans ce dossier. Une fois approuvée, cette lettre signée par la présidente pourra lui être transmise.

## 6.4 Divers

### 6.4.1 *Règlement sur l'évacuation et le traitement des eaux usées des résidences isolées*

**Correspondance** — Le 21 août, le CCEK a reçu une lettre de Didier Bicchi, du ministère de l'Environnement en réponse à notre lettre datée du 9 mai 2000 concernant la modification du *Règlement sur l'évacuation et le traitement des eaux usées des résidences isolées* (Q-2, r.8). L'auteur justifie pourquoi le Comité n'a pas été consulté, principalement en s'appuyant sur le fait que le règlement ne peut s'appliquer au Nunavik.

**Discussion** — Paule Halley demande que lui soit remis copie de la lettre du 9 avril envoyée par le vice-président du CCEK, ainsi que de la lettre de D. Bicchi. Elle proposera une ébauche de réponse de la part du Comité.

### 6.4.2 *Traduction des documents en français vers l'anglais;*

**Correspondance** — Le 29 août, la Direction de la région Nord-du-Québec a fait parvenir par télécopieur au CCEK copie d'une lettre du secrétaire général associé du Secrétariat aux Affaires autochtones, Robert Sauvé, datée du 4 août et adressée à la sous-ministre du ministère de l'Environnement, Diane Jean. Selon le secrétaire général associé :

« (...) les représentants inuits membres du CCEK ne peuvent prendre connaissance des documents français. Par ailleurs, je constate que le budget actuel du CCEK ne lui permet d'assumer essentiellement que ses frais de secrétariat et les coûts de déplacement de ses membres qui ont à se réunir au moins quatre fois l'an en vertu des exigences de la *Convention de la Baie James et du Nord québécois*.

Compte tenu de cette situation et du fait que c'est le ministère de l'Environnement lui-même qui demande l'avis du CCEK sur des projets de règlement du gouvernement du Québec, je crois qu'il serait fondé que votre Ministère fasse parvenir au CCEK une version anglaise des projets de règlement pour lesquels il demande des commentaires ou encore fournisse au CCEK les moyens financiers pour obtenir ces traductions. Je suis conscient que ceci génère des coûts additionnels pour le Ministère mais, comme le CCEK demeure, en vertu de la CBJNQ l'intermédiaire privilégié et officiel du Québec en matière d'environnement au Nunavik, je crois qu'il y a lieu de lui faciliter la tâche au moment de la consultation ».

**Discussion** — Le Comité prend acte de cette missive et enjoint le secrétaire exécutif d'appliquer la règle lorsque le Comité est sollicité par les différentes directions des ministères.

#### 6.4.3 Consultation des comités consultatifs nordiques

**Correspondance** — Le 21 août, le CCEK a reçu de Daniel Berrouard, du Service des projets industriels en milieu nordique du ministère de l'Environnement, une copie d'une note de service datée du 25 juillet et adressée par la sous-ministre de l'Environnement, Diane Jean, à ses sous-ministres adjoints. La note fait suite à la rencontre du CCEK avec la sous-ministre le 31 mai. Le dernier paragraphe contient sa recommandation à propos de l'objet en titre :

« Tenant compte de nos obligations face à la CBJNQ et de celles contenues au Chapitre II de la LQE, je vous demande de vous assurer que ces comités soient effectivement consultés lors de l'élaboration ou des modifications de nos politiques, lois et règlements lorsqu'ils affectent, que ce soit directement ou indirectement, le territoire conventionné de la Baie James et du Nord québécois. Cette consultation devrait préférablement se faire le plus en amont possible en utilisant, dans le cas de projets de loi ou de règlement, la version technique de ces projets de modification ».

**Discussion**— Le Comité prend acte de cette note et enjoint le secrétaire exécutif de vérifier l'application de cette directive lorsque le Comité est sollicité par les différentes directions des ministères.

## 7. VARIA

### 7.1 Parc des Pingualuit

Michael Barrett souhaite qu'au moins un membre du Comité soit présent à Kangiqsujuaq lors de la consultation publique qui doit avoir lieu les 16 et 17 novembre 2000 : lui-même sera présent à titre de membre de l'ARK et ne pourra représenter le Comité. Le Comité demande au secrétaire exécutif d'obtenir de nouvelles informations et de soumettre à nouveau la demande aux membres.

### 7.2 Stratégie québécoise sur les aires protégées

Le secrétaire exécutif présente l'invitation du ministère de l'Environnement pour assister au lancement du programme en titre. Une séance d'information doit avoir lieu le 26 septembre. La discussion du secrétaire exécutif avec le représentant du Ministère, Patrice Beauchesne, quelques jours avant la réunion à Puvirnituaq a permis de mettre en perspective une contribution potentielle du CCEK comparable à celle fournie dans le cadre de la gestion de l'eau avec le BAPE. Le Comité demande au secrétaire exécutif d'obtenir de nouvelles informations et de soumettre à nouveau la demande aux membres.

### 7.3 Tâches du secrétaire exécutif : priorités

Le secrétaire exécutif, compte tenu des échanges tenus au cours de la réunion en cours, informent les membres des actions qui marqueront la réalisation de ses travaux à venir :

(i) tous les documents reçus en français et susceptibles d'être transmis aux membres seront systématiquement traduits par des traducteurs professionnels, (ii) la distribution des comptes rendus adoptés des réunions sera faite conformément aux règles de régie interne du Comité, cela aussitôt la version adoptée disponible, (iii) la gestion du budget sera officiellement du ressort du secrétaire exécutif au cours des prochains jours puisque le secrétaire précédent, Michael O'Neill, avait gracieusement accepté de continuer à assurer cette tâche dû au séjour du secrétaire actuel à l'extérieur de la région, (iv) le secrétaire exécutif et la présidente doivent assurer dans les meilleurs délais le transfert officiel des signatures, à leurs noms, pour le compte bancaire du Comité.

Le secrétaire soumet une demande relativement à la réalisation du rapport annuel du Comité : qui doit faire le rapport annuel de l'année 1999-2000, le secrétaire exécutif actuel ou le secrétaire exécutif précédent ? Le Comité indique que ce travail relève de la responsabilité du secrétaire exécutif précédent.

Les archives du CCEK antérieurs à l'installation en 1997 du secrétariat dans les bureaux du ministère de l'Environnement, soit les comptes rendus et documents des dossiers, ne sont pas au secrétariat, à Québec. Michael Barrett croit que ces archives sont restées à Kuujjuaq. Il faut vérifier auprès de Michel O'Neill ou, encore, appeler là-bas. Le dernier bureau du secrétariat à Kuujjuaq était à l'intérieur d'un édifice du ministère de l'Environnement. Jacques Lacroix était alors le secrétaire. Il faudrait peut-être le contacter.

Le secrétaire exécutif indique qu'il compte transmettre au Comité, avant le 1<sup>er</sup> octobre, un bilan financier en vue de préparer l'évaluation du budget de l'année 2001-2002.

## 8. DATE ET ENDROIT DE LA PROCHAINE RÉUNION

La prochaine réunion aura lieu les 7 et 8 décembre 2000, à Montréal. La réunion suivante, en mars 2001, aura lieu à Kuujjuaq.

La levée de la réunion est proposée:

Proposée par : Yves Désilets  
Secondée par : Muncy Novalinga  
Adoptée à l'unanimité

La réunion est levée à 1h50.



**Robert Comtois**  
Secrétaire exécutif par intérim

27 novembre 2000

*Envoys aux membres  
le 17/08/00*

ᑲᑎᑕᑦ ᓄᓇᑕᑦ ᐃᑦᑕᑦ ᑲᑎᑕᑦ ᑲᑎᑕᑦ ᑲᑎᑕᑦ  
COMITÉ CONSULTATIF DE L'ENVIRONNEMENT KATIVIK  
KATIVIK ENVIRONMENTAL ADVISORY COMMITTEE

---

**NOTICE OF MEETING**

August 14, 2000

Please take note that the 85th meeting of the Kativik Environmental Advisory Committee (KEAC) will be held on the morning of August 30th, in Puvirnituk, at the Coop Hotel of Povungnituk, in the Meeting Room (ground floor).

The meeting of the KEAC will begin at 9:00 and the proposed agenda is as follows :

1. Call to order and adoption of the agenda;
2. Adoption of the minutes of the 84<sup>th</sup> meeting;
3. Business arising from the 84<sup>th</sup> meeting and correspondence :
  - 3.1 Inventory and characterization of abandoned mining exploration sites in Nunavik : update by Robert Comtois and Gérard Duhaime;
  - 3.2 Budget, membership and secretariat;
  - 3.3 Waste material Regulation revision;
  - 3.4 Kuujjuaq wind generator;
  - 3.5 Environmental assessment of Northern projects;
  - 3.6 Miscellaneous;
4. Drinking water Regulation revision;
5. Nunavik Commission;
6. Varia;
7. Date and place of the next meeting.



Robert Comtois  
Interim Secretary

\\evalenvi\dusdi02\ccek\reunions\note85.doc



Env. aux membres  
le 17/08/00

ᑲᑎᑲᑦ ᓄᓇᑭᑦ ᐃᑦᑲᑦ ᑲᑎᑲᑦ ᑲᑎᑲᑦ ᑲᑎᑲᑦ  
COMITÉ CONSULTATIF DE L'ENVIRONNEMENT KATIVIK  
KATIVIK ENVIRONMENTAL ADVISORY COMMITTEE

AVIS DE CONVOCATION

Le 14 août 2000

Veillez prendre note que la 85<sup>e</sup> réunion du Comité consultatif de l'environnement Kativik (CCEK) aura lieu le 30 août prochain, en avant-midi, à Puvirnituk, à l'Hôtel Coop de Povugnituk, à la Salle principale (rez-de-chaussée).

La réunion débutera à 9:00 et l'ordre du jour suivant est proposé :

1. Ouverture de la réunion et adoption de l'ordre du jour;
2. Adoption du compte rendu de la 84<sup>e</sup> réunion;
3. Affaires découlant de la 84<sup>e</sup> réunion et correspondance :
  - 3.1 Inventaire et caractérisation des sites abandonnés d'exploration minière au Nunavik;
  - 3.2 Budget, membres et secrétariat;
  - 3.3 Révision du *Règlement sur les matières résiduelles*;
  - 3.4 Éolienne de Kuujjuaq;
  - 3.5 Évaluation environnementale de projets en milieu nordique;
  - 3.6 Divers;
4. Révision du *Règlement sur l'eau potable*;
5. Commission du Nunavik;
6. Varia;
7. Date et endroit de la prochaine réunion.

Robert Comtois  
Secrétaire par intérim

evalenv\dusdi02\ccek\reunions\avis85.doc

675, boul. René-Lévesque Est  
6<sup>e</sup> étage, boîte 83  
Québec (Québec) G1R 5V7

Tél. : (418) 521-3933, poste 7253  
Fax. : (418) 646-0266



Ce papier contient 50 % de fibres recyclées, dont 20 % de postconsommation.



*Env. and materials  
le 17/08/00*

## **BUSINESS ARISING FROM THE 84<sup>th</sup> MEETING AND CORRESPONDENCE**

### **1. INVENTORY AND CHARACTERISATION OF ABANDONED MINING EXPLORATION SITES IN NUNAVIK**

- On August 11<sup>th</sup>, the KEAC received a call from Robert Tremblay, responsible of mining environment, Service du Développement minier, Ministry of Natural Resources of Quebec to tell that on Tuesday, August 8, all the chemicals located at the Expo Ungava Co. site (detailed in the GETIC's report (2000)) have been moved to Raglan by their specialists in hazardous materials. Currently, the chemicals are in a container for hazardous materials which will be moved to south by ship in September. The operation has been done with the approval of the mayor of Kangiqsujaq, who keep in touch with Mr. Tremblay about the next steps planned by the MRNQ to dismantle this site.
- Update by Robert Comtois.

### **2. BUDGET, MEMBERSHIP AND SECRETARIAT**

- On June 2<sup>nd</sup>, the interim executive secretary wrote to Daniel Berrouard of the Ministry of Environment to request to connect his computer, located at Laval University, to the Intranet service of the Ministry of Environment.
- On June 9<sup>th</sup>, with Daniel Berrouard, at his office, the interim executive secretary checked the Intranet website of the Ministry in order to identify what heading could be accessible, and what could not; both concluded that the Intranet website could be connected to the interim executive secretary office without restriction.
- On June 14<sup>th</sup>, the interim executive secretary wrote to Daniel Berrouard of the Ministry of Environment to request to connect his computer, located at Laval University, to the Intranet service of the Ministry of Environment; copy is adressed to Louis Germain from Direction du Service des évaluations environnementales.
- On June 19<sup>th</sup>, the KEAC wrote to Sid Gershberg, Federal Administrator of the James Bay and Northern Quebec Agreement (JBNQA), of the Canadian Environmental Assessment Agency (CEAA) in order to invite him at the 85<sup>th</sup> meeting to be held in

Puvirnitug to discuss about the current negotiations between the Government of Québec and the Government of Canada to revise KEAC's budget.

- On June 19<sup>th</sup>, the interim executive secretary wrote to the family of the late Tommy Grey in order to offer the sympathy of the KEAC members to all his family, as requested at the 84<sup>th</sup> meeting.
- On July 4<sup>th</sup>, the KEAC received a letter from Nicole Gagnier of the Federal Administrator of the JBNQA's office of the CEAA, to acknowledge receipt of the KEAC's invitation to the federal Administrator to be present and participate at the 85<sup>th</sup> meeting to be held in Puvirnitug.
- On July 5<sup>th</sup>, the KEAC wrote to Nicole Gagnier of the CEAA to request when Mr. Gershberg will be back in his office and take note of his correspondence.
- On July 19<sup>th</sup>, the KEAC received a letter from the Minister of Environment, Paul Bégin, to confirm a 2000-2001's budget of \$38,000 to the Committee, including \$23,000 to hire an executive secretary and secretariat staff. The Minister also confirms that discussions are in progress with the federal government to revise agreements signed in 1987 about the financing of the JBNQA's committees.
- On July 21<sup>st</sup>, the KEAC received a copy of the preliminary program of the Annual Meeting of the Association québécoise pour l'évaluation d'impacts to be held in Montréal on November 16 and 17, 2000.

### **3. WASTE MATERIAL LAW REVISION**

- On June 1<sup>st</sup>, during a call, Michel Ouellet of the Direction des politiques du secteur municipal of Ministry of Environment referred the KEAC to Claude Trudel in order to get supplementary information about the draft on the Regulation on Waste disposal and the revision process. The KEAC agreed to submit questions on June 8<sup>th</sup>, in order to get answers during a conference call to be held on June 13<sup>th</sup>.
- On June 8<sup>th</sup>, the KEAC addressed a letter to Claude Trudel including fourteen questions raised by KEAC members about Waste materials Regulation revision project; in french.

- On June 9<sup>th</sup>, the KEAC addressed a second letter to Claude Trudel including comments and questions raised by KEAC members, namely P. Halley and M. Novalinga, about Waste materials Regulation revision project.
- On June 13<sup>th</sup>, late minute message from Diane Dussault of the KEAC secretariat : the conference call is canceled given the absence of Claude Trudel at his office.
- On June 13<sup>th</sup>, the KEAC called Louis Germain of the Direction des évaluations environnementales to request his advice and support given the delay attributable to the absence of C. Trudel at the conference call. During the afternoon, the KEAC received a fax from Louis Germain indicating that the KEAC's delay to give answer to the Direction des politiques du secteur municipal of Ministry of Environment was postponed to the end of June, and to contact Michel Ouellet, C. Trudel supervisor, for further arrangements.
- On June 16<sup>th</sup>, the KEAC contacted Yves Héroux from Kativik Regional Government in order to get his point of view about KEAC's letters of June 8 and 9 addressed to the Direction des politiques du secteur municipal of Ministry of Environment.
- On June 20<sup>th</sup>, a conference call has been held with the participation of Claude Trudel of the Direction des politiques du secteur municipal of Ministry of Environment, Yves Héroux of the Kativik Regional Government and the interim executive secretary of the KEAC.
- On June 27<sup>th</sup>, the KEAC sent a letter to Jean Maurice Latulippe of the Direction des politiques du secteur municipal as answer to his request to examine and comment the waste material Regulation revision project.
- On June 27<sup>th</sup>, the Mayor of Kangirsuq introduced the interim executive secretary to the Isurruutiit program. The program was awarded to the KRG by the Ministère des Affaires municipales in 1999 and consists in managing the new five-year Isurruutiit program, in which 45 million dollars will be allocated towards infrastructures — wastewater disposal and treatment needs and disposal waste for fourteen communities in Nunavik. The mayor authorizes the KEAC to get a copy of the introduction of the Preliminary study done in Kangirsuk in 1999 to assess the village needs (12 p.).
- On July 17<sup>th</sup>, Jean Maurice Latulippe, lawyer from the Direction des politiques du secteur municipal of Ministry of Environment, sent a letter to KEAC to acknowledge

receipt of the answer about the waste material Regulation revision project and to refer to Michel Ouellet for further information.

- On August 2<sup>nd</sup>, the KEAC acknowledged receipt of a letter from Yves Héroux of KRG introducing to KEAC a document attached with information on waste disposal sites of Nunavik (30 p.), based on inventory and characterization realized in 1999, and suggesting to keep in touch with KRG in case of an advance edition of a waste material regulation project.

#### **4. KUUJJUAQ WIND GENERATOR**

- On June 26<sup>th</sup>, the KEAC called Michel Desrochers of the Direction régionale Réseaux autonomes Hydro-Québec to make a presentation about environmental impact of diesel-powered electricity generation in villages of Nunavik; message left.

#### **5. ENVIRONMENTAL ASSESSMENT OF NORTHERN PROJECTS**

- On June 16<sup>th</sup>, the KEAC received a letter from Jacinthe Leclerc of the Canadian Environmental Assessment Agency (CEAA) dated of May 30<sup>th</sup> in answer to the KEAC's request sent by letter on April 28<sup>th</sup> 2000. A meeting is supposed to be held in June gathering together all the partners involved in the project assessment in order to improve efficiency and coherence of the environmental assessment procedures. The KEAC is invited to participate to this process — any mention of where and when the meeting should be held on June.

#### **6. MISCELLANEOUS**

- On May 30<sup>th</sup>, the KEAC received a letter from Harry Tulugak, Co-Chairman, and André Binette, Co-Chairman, of the Nunavik Commission who offer to the KEAC the opportunity to give its point of view about northern environment protection in respect with the eventual creation of a government in Nunavik; included : a copy of the Political accord between the parties involved « in the examination of a form of government in Nunavik through the establishment of a Nunavik Commission ».
- On June 21<sup>st</sup>, the KEAC wrote to Harry Tulugak, Co-Chairman, and André Binette, Co-Chairman, of the Nunavik Commission in order to confirm that the KEAC will answer to the demand of the Nunavik Commission.

- On July 5<sup>th</sup>, the KEAC wrote to Robert Sauvé, Deputy minister of the Secrétariat des affaires autochtones, in order to get advice and support in favor of the availability by applicants of Québec Government of english version of the documents submitted to the KEAC.
- On August 10<sup>th</sup>, the KEAC received a call from Fernand Roy, Executive secretary of the Nunavik Commission, to check the possibility to organize a meeting in Quebec City on the days following the held of the 85<sup>th</sup> meeting of the KEAC in Puvirnituk, but he took into account the possibility of a meeting with the KEAC members at the Coop Hotel of Povugnituk on August 30<sup>th</sup> evening given the fact that the Commission members will lodge at this hotel the same day.
- On August 11<sup>th</sup>, Fernand Roy confirmed that the Nunavik Commission wish to hold a meeting with KEAC members in Puvirnituk in the evening of August 30<sup>th</sup> at the Coop Hotel of Povugnituk in order to get their point of view .

*Envoie aux membres  
de*

ᑲᑎᑲᑦ ᓄᓇᑭᑦ ᐃᑦᑲᑦ ᑲᑎᑲᑦ ᑲᑎᑲᑦ  
COMITÉ CONSULTATIF DE L'ENVIRONNEMENT KATIVIK  
KATIVIK ENVIRONMENTAL ADVISORY COMMITTEE

---

**MINUTES OF THE CONFERENCE CALL HELD ON  
SEPTEMBER 20, 2000, FROM 11:00-11:45 A.M.**

**PRESENT:** Hélène LeBlond, Québec, Chairperson  
Paule Halley, Québec  
Muncy Novalinga, KRG  
Yves Désilets, Canada, Vice-Chairperson  
Claude Abel, Canada  
Robert Comtois, Interim Executive Secretary

**ABSENT:** Gérard Duhaime, Québec  
Michael Barrett, KRG  
Robert Fibich, Canada

---

**1. WORD OF WELCOME AND ADOPTION OF THE AGENDA**

The Secretary welcomed the members present at the start of the meeting, Hélène LeBlond, Yves Désilets and Claude Abel, and, with everyone's agreement, discussions began at 11:05 a.m. The proposed agenda was adopted without further ado.

1. Word of welcome and adoption of the agenda;
2. Holding of the 86th meeting;
3. KEAC participation in various events;
4. New files;
5. Current files;
6. Budget;
7. Varia.



## 2. HOLDING OF THE 86th MEETING

The Secretary informed the members that there was a quorum for the meeting in Montréal on November 27-28, to be held in a meeting room at one of the Environment Canada offices. Claude Abel will contact the Secretary soon to give him the exact address. Everyone but Gérard Duhaime and Paule Halley will be present. Yves Désilets confirmed that Sid Gershberg, Federal Administrator of the James Bay and Northern Québec Agreement, will also be at the meeting.

## 3. KEAC PARTICIPATION INVARIOUS EVENTS

### 3.1 **Launching of the draft Québec strategy on protected areas (September 26, 2000)**

The Secretary told the members that the KEAC had been contacted about this event the day before the 85th meeting in Puvirnituk. There was talk of the KEAC's collaborating in the consultations in the same manner as with the BAPE consultation on water management in Québec. However, it was agreed that the KEAC would attend the meeting on May 26 before meeting with the officer in charge, Léopold Gaudreau, to determine and work out the details of the KEAC's involvement in the consultation process. Yves Désilets will officially represent the KEAC at the September 26 launching. Hélène LeBlond might also attend.

### 3.2 **Pingualuit Park (November 16-17, 2000)**

Public consultations will be held in Kangiqsujuaq on November 16 and 17, 2000. Michael Barrett requested that the KEAC be officially represented at the consultations. Hélène LeBlond was delegated to attend the meeting as the official KEAC representative. Should the KEAC's budget not allow for this, Yves Désilets will attend the consultations instead.

### 3.3 **Québec Association for Impact Assessment (QAIA) (November 16-17, 2000)**

QAIA annual convention. Claude Abel will officially represent the KEAC.

## 4. NEW FILES

### 4.1 **Industrial Pollution Abatement Program**

Through a letter dated September 6 and received September 8, the KEAC learned that the Minister of the Environment is preparing to table for Cabinet approval a draft order in council making the mineral and primary metal industries (including mining) subject to the depollution attestation process. The Secretary wrote to Conrad Ancil on September 15 to

ask for the French and English versions of the document so that the KEAC could play its rightful role. Yves Désilets said he would ensure the proper follow-up as soon as the document is received.

#### **4.2 Draft strategy on protected areas**

The KEAC representative, Yves Désilets, will report on the September 26 launching and the strategy at the next KEAC meeting.

#### **4.3 Dust and air quality in villages**

\*: At this point, Muncy Novalinga joined the conference call.

The Minister Guy Saint-Julien took the initiative of consulting organizations in Northern Québec to determine the extent of problems related to air pollution caused by dust in northern villages. Muncy Novalinga pointed out that this issue is raised on a regular basis in the villages, particularly Puvirnituk, and especially since Kuujuaq had its roads paved: air quality has improved significantly since then. Claude Abel suggested contacting Yves Héroux at the KRG. As coordinator of the Isurruutunik Program, he should be able to provide us with information. Claude Abel will ensure the follow-up for this file.

### **5. CURRENT FILES**

#### **5.1 Meeting with the Federal Administrator of the JBNQA**

Yves Désilets will compile the necessary information in preparation for the 86th meeting, to be held on November 27-28, in Montréal. Matters to be raised with the Federal Administrator include: 1) the quality and type of support provided by the federal and provincial governments—their responsibilities under paragraph 23.5.19 of the JBNQA; 2) the KEAC secretariat and its financing; 3) the federal-provincial working group on KEAC financing, and explanations as to why there is no KEAC representative at the table.

#### **5.2 Canadian Environmental Assessment Agency (CEAA)**

The KEAC wrote to J. Leclerc, Director of the CEAA—Québec Region. Paule Halley will ensure the follow-up for this file, assisted by the Secretary.

#### **5.3 Waste management**

It was agreed to invite Yves Héroux, of the KRG's Kuujuaq office, to a KEAC meeting. As coordinator of the Isurruutunik Program, he is in a position to provide us with a recent and more accurate report on the waste issue. The Secretary will ensure the follow-up for this file until the next meeting.



#### 5.4 Abandoned mining exploration sites in Nunavik

The Secretary was informed by Clément Vallières of the MRN regional office in Rouyn-Noranda that the report of the chemist who accompanied the task force to the Expo Ungava site is out. According to Mr. Vallières, the amount of chemical products transported to Raglan is slightly higher than thought. The Secretary encouraged the KRG to contact Mr. Vallières, who does not seem very interested in ensuring communication between the KRG and the village of Kangiqsujaq.

#### 6. BUDGET

The Secretary briefed the members on the transfer of budgetary responsibilities from Michael O'Neill to Robert Comtois. He told them that, according to Mr. O'Neill, the KEAC was over budget and even running a deficit of nearly \$4,500. However, following a meeting with Carole Thibault, the accountant for the Direction des évaluations environnementales, it seems that this estimate is based only on the budgetary item "administrative support," which does not include the Executive Secretary's salary. Furthermore, it has been learned that the sums allocated to the KEAC on July 11, 2000, have not yet been deposited in the KEAC's account, resulting in another, two-week delay in the payment of suppliers and the Secretary, whose status is that of a contract employee. Finally, Carole Thibault cited an administrative agreement signed in 1995 (or 1996) as the reason for the administrative follow-up within the MENV. The KEAC was unaware of this agreement. The Secretary will look into the matter and give the Chairperson and Vice-Chairperson daily updates so as to determine the most appropriate action.

#### 7. VARIA

No points were added to this item.



**Robert Comtois**  
Interim Executive Secretary

2000/11/08

## COMPTE RENDU

APPEL CONFÉRENCE TENU LE  
20 SEPTEMBRE 2000 DE 11H00 À 11H45

**ÉTAIENT PRÉSENTS :** M<sup>mes</sup> Hélène LeBlond, Québec, prés.  
Paule Halley, Québec  
MM. Muncy Novalinga, KRG  
Yves Désilets, Canada, v.-prés.  
Claude Abel, Canada  
Robert Comtois, sec. exéc. par intérim

**ÉTAIENT ABSENTS :** MM. Gérard Duhaime, Québec  
Michael Barrett, KRG  
Robert Fibich, Canada

---

### 1. ACCUEIL ET ORDRE DU JOUR

Le secrétaire accueille chacun des membres. À 11h05, la discussion est lancée avec l'accord des membres rejoints, soit H. LeBlond, Y. Désilets, C. Abel. L'ordre du jour suggéré est adopté sans autre formalité.

1. Accueil et ordre du jour;
2. Tenue de la 86<sup>e</sup> réunion;
3. Présence du CCEK à différents événements;
4. Nouveaux dossiers;
5. Dossiers courants;
6. Budget;
7. Varia;



## 2. TENUE DE LA 86<sup>e</sup> RÉUNION

Le secrétaire annonce que le quorum est atteint pour la tenue d'une réunion à Montréal les 27 et 28 novembre 2000 dans une salle de réunion d'un des bureaux d'Environnement Canada, dont l'adresse lui sera transmis par Claude Abel, sous peu. Seuls Gérard Duhaime et Paule Halley seront absents. Il est confirmé par Yves Désilets que monsieur Sid Gershberg, administrateur fédéral de la *Convention de la Baie James et du Nord québécois* sera présent.

## 3. PRÉSENCE DU CCEK À DIFFÉRENTS ÉVÉNEMENTS

### 3.1 Lancement du Projet de stratégie québécoise sur les aires protégées (26 septembre 2000)

Le secrétaire précise que le CCEK a été contacté à la veille de la tenue de la 85<sup>e</sup> réunion à Puvirnituq. À ce moment-là, la collaboration du Comité a été évoquée dans les termes qui ont prévalu lors du dossier de l'eau, avec le BAPE. Néanmoins, ce qui est convenu, est de participer à la réunion du 26 mai avant de rencontrer le responsable, monsieur Léopold Gaudreau, pour identifier et détailler la participation du CCEK à ce processus. Yves Désilets assurera la représentation officielle du CCEK à cette réunion. Hélène LeBlond pourrait être présente.

### 3.2 Parc des Pingualuit (16-17 novembre 2000)

Une consultation publique sera tenue à Kangiqsujuaq les 16 et 17 novembre 2000. À la demande de Michael Barrett, de l'ARK, il est souhaitable qu'un membre du CCEK soit officiellement présent à cette rencontre. Hélène LeBlond assurera la représentation officielle du CCEK à cette assemblée. En cas de difficulté budgétaire du CCEK, Yves Désilets la remplacera.

### 3.3 Association québécoise des études d'impact (AQEI) ((16-17 novembre 2000)

Congrès annuel de l'AQEI. Claude Abel assurera la représentation officielle du CCEK à ce congrès.

## 4. NOUVEAUX DOSSIERS

### 4.1 Programme de réduction des rejets industriels

Dans une lettre datée du 6 septembre et reçue le 8 septembre, le CCEK a appris que le ministre de l'Environnement s'appête à déposer pour approbation au Conseil des ministres le projet de décret pour assujettir les secteurs de l'industrie minière (dont l'industrie minière) et de la première transformation des métaux au processus des

attestations d'assainissement. Contacté par monsieur Conrad Anctil, le secrétaire lui a demandé par lettre datée du 15 septembre de transmettre les versions française et anglaise du document afin que le CCEK puisse jouer son rôle. Yves Désilets est disponible pour assurer le suivi de ce dossier dès qu'il sera en notre possession.

#### **4.2 Projet de stratégie québécoise sur les aires protégées**

Le représentant du CCEK à la réunion du 26 septembre, Yves Désilets fera un compte rendu sur ce dossier à la prochaine réunion du CCEK.

#### **4.3 Poussières et qualité de l'air dans les villages**

Le ministre Guy Saint-Julien a pris l'initiative de consulter les organismes du Nord québécois dans le but de déterminer l'ampleur de la problématique de la qualité de l'air en rapport avec la présence de poussières dans les villages. Muncy Novalinga signale que cette question est régulièrement soulevée dans les villages, notamment Puvirnituq, surtout depuis que Kuujuaq bénéficie de rues pavées : leur qualité de l'air en est grandement améliorée. Claude Abel suggère de contacter Yves Héroux à l'ARK. À titre de coordonnateur du Programme Isurrutunik, il peut nous informer. Claude Abel assure le suivi dans ce dossier.

### **5. DOSSIERS COURANTS**

#### **5.1 Rencontre avec l'administrateur fédéral de la CBJNQ**

Monsieur Yves Désilets assurera la préparation du CCEK dans ce dossier en vue de la 86<sup>e</sup> réunion prévue à Montréal les 27 et 28 novembre 2000. Parmi les points qui seront soulevés, il y a (i) la qualité et la nature du soutien assuré par les gouvernements fédéral et provincial — leur responsabilité en vertu de l'article 23.5.19, (ii) le secrétariat et son mode de financement, (iii) le point sur le groupe de travail fédéral-provincial sur le financement du CCEK et des explications sur l'absence de membre du CCEK à cette table.

#### **5.2 Agence canadienne d'évaluation environnementale (ACEE)**

Le Comité a écrit à la directrice du bureau régional de Québec, Jacynthe Leclerc. Paule Halley assure le suivi de ce dossier, appuyée par le secrétariat.

#### **5.3 Matières résiduelles**

Il est convenu d'inviter Yves Héroux, de l'Administration régionale Kativik à Kuujuaq. À titre de coordonnateur du Programme Isurrutunik, il est en mesure de dresser un bilan récent et plus précis dans ce dossier. Le secrétaire assurera le suivi de ce dossier jusqu'à la prochaine réunion.

#### 5.4 Sites abandonnés d'exploration minière au Nunavik

Le secrétaire signale que le rapport du chimiste ayant accompagné l'équipe d'intervention au site abandonné de la Compagnie Expo Ungava est disponible. Cette nouvelle lui a été transmise par Clément Vallières, du MRNQ à Rouyn-Noranda. La quantité de produits chimiques déplacés vers Raglan est un peu plus élevée que prévue, selon ce dernier. Cependant, à la demande du secrétaire, l'ARK est encouragée à contacter monsieur Vallières qui ne semble pas intéressé à assurer la communication avec elle et le village de Kangiqsujaq.

#### 6. BUDGET

Le secrétaire rend compte du transfert des responsabilités de gestion budgétaire, de Michael O'Neill à Robert Comtois. Il annonce que, selon M. O'Neill, le CCEK a dépassé le budget alloué, et qu'il atteint même un déficit de près de 4 500 \$. Cependant, suite à une rencontre avec la technicienne en administration de la Direction des évaluations environnementales, M<sup>me</sup> Carole Thibault, il semble que cette estimation ne reposerait que sur la base du poste budgétaire du soutien administratif, excluant le salaire du secrétaire exécutif. De plus, nous avons appris que la somme attribuée au CCEK le 11 juillet dernier n'a pas encore été versée au compte du CCEK, entraînant un nouveau délai de deux semaines avant de payer les fournisseurs et le secrétaire, qui a le statut de contractuel. Enfin, pour justifier le suivi administratif au sein du Ministère par ses services, madame Thibault s'appuie sur une entente administrative datée de 1995 (ou 1996). Ce dernier point est nouveau pour nous. Le secrétaire assure le suivi de ce dossier et informera au jour le jour la présidente et le vice-président de son évolution afin de prendre les initiatives les plus appropriées.

#### 7. VARIA



Robert Comtois  
Secrétaire par intérim

00-11-08

**MINUTES OF THE 85th MEETING OF THE  
KATIVIK ENVIRONMENTAL ADVISORY COMMITTEE**

**(ADOPTED)**

**DATE:** August 30 and 31, 2000

**PLACE:** Hôtel Coop de Povugnituk  
Meeting room  
Puvirnituk, Québec  
JOM 1P0

**PRESENT:** Claude Abel, Canada  
Michael Barrett, KRG  
Yves Désilets, Canada, Vice-Chairperson  
Paule Halley, Québec  
Hélène LeBlond, Québec, Chairperson  
Muncy Novalinga, KRG

**ABSENT:** Gérard Duhaime, Québec  
Robert Fibich, Canada

**OTHER PARTICIPANTS:** Robert Comtois, Interim Executive Secretary

---



**1. CALL TO ORDER AND ADOPTION OF THE AGENDA**

The Secretary declared quorum and said that Michael Barrett would be joining the meeting after lunch. Hélène LeBlond called the meeting to order at 9:00 a.m.

The Secretary proposed changing the agenda to enable the members to prepare for the meeting with the Nunavik Commission, to be held that evening (August 30) in the same room.

The following agenda was adopted as amended:

Moved by: Paule Halley

Seconded by: Claude Abel

Adopted unanimously

1. Call to order and adoption of the agenda
2. Adoption of the minutes of the 84th meeting
3. Business arising from the 84th meeting and correspondence
  - 3.1 Budget, membership and secretariat
  - 3.2 Review of Regulation respecting solid waste
4. Review of Drinking Water Regulation
5. Meeting with Nunavik Commission
6. Business arising from the 84th meeting and correspondence (cont'd)
  - 6.1 Inventory and characterization of abandoned mining exploration sites in Nunavik
  - 6.2 Kuujjuaq wind turbine
  - 6.3 Environmental assessment of development projects in the North
  - 6.4 Miscellaneous business
    - 6.4.1 Regulation respecting waste water disposal systems for isolated dwellings
    - 6.4.2 Translation of French documents into English
    - 6.4.3 Consultation of northern advisory committees
7. Varia
  - 7.1 Pingualuit Park
  - 7.2 Québec strategy on protected areas
  - 7.3 Duties of the Executive Secretary: priorities
8. Date and place of next meeting

**2. ADOPTION OF THE MINUTES OF THE 84th MEETING**

The minutes were adopted with the following changes.

Changes requested by Paule Halley:

- page 3, 3rd paragraph, second to last line: replace “a legal” by “an environmental”;

- page 4, 3rd paragraph, 8th line: add “in Nunavik” after “waste issue.”

Change requested by Claude Abel:

- page 4, 3rd paragraph, 4th line: replace “Kuujjuaq” by “Kuujjuarapik.”

Change requested by Muncy Novalinga:

- page 4, 3rd paragraph: the beginning of the paragraph should read: “Michael Barrett said that a recycling centre is being considered for Nunavik. Muncy Novalinga confirmed and supports this project.”

Changes requested by Yves Désilets:

- page 6, 3rd paragraph, 4th line: strike out “underground”;
- page 6, 3rd paragraph, 8th line: replace “in the same trench” by “in the same corridor.”

Moved by: Muncy Novalinga

Seconded by: Paule Halley

Adopted unanimously

### **3. BUSINESS ARISING FROM THE 84th MEETING AND CORRESPONDENCE**

#### **3.1 Budget, membership and secretariat**

**Correspondence** – The KEAC wrote to Daniel Berrouard at the Ministère de l’Environnement (MENV) on June 2 requesting that the Interim Executive Secretary’s computer, which is at Laval University, be hooked up to MENV’s Intranet network. On June 9, the Secretary met with Mr. Berrouard at the latter’s office to determine which items on the MENV’s Intranet site the Secretary would have access to. They decided that the Secretary would have access to everything on the site. The KEAC wrote to Mr. Berrouard on June 14 authorizing that the Secretary’s computer at Laval University be hooked up to the MENV’s Intranet network; a carbon copy of the letter was sent to Louis Germain at the Direction des évaluations environnementales.

On June 19, the KEAC wrote to Sid Gershberg, Federal Administrator of the James Bay and Northern Québec Agreement (JBNQA) and President of the Canadian Environmental Assessment Agency (CEAA), inviting him to the Committee’s 85th meeting—to be held in Puvirnituk—to report on the discussions under way between the Québec and federal governments to revise the KEAC’s budget. On July 5, the KEAC wrote to Nicole Gagnier of the CEAA to ask when Mr. Gershberg would be in his office and able to answer his mail.



As requested at the 84th meeting, the Interim Executive Secretary wrote to Tommy Grey's family on June 19 to offer the members' condolences on his death.

On July 19, the KEAC received a letter from Québec Minister of the Environment Paul Bégin confirming the allocation of \$38,000 for the KEAC budget, including \$23,000 to hire an executive secretary and secretarial staff. The Minister also confirmed that discussions are under way between the federal and Québec governments to review the 1987 bipartite agreement respecting the financing of JBNQA committees. On August 4, the KEAC received a letter from federal Environment Minister David Anderson in reply to its April 7 letter submitting the Committee's budget proposal. Mr. Anderson informed the KEAC of KRG Chairman Johnny Adams' concerns that the Committee was underfinanced. He confirmed that the governments are currently discussing the possibility of improving KEAC funding.

On July 21, the KEAC received a copy of the preliminary program for the Quebec Association for Impact Assessment (QAIA) annual meeting in Montréal on November 16-17, 2000.

On August 8, the KEAC received a letter from Deputy Minister of the Environment Diane Jean saying that the budget allocated for fiscal 2000-2001, as confirmed in the previous letter from the Minister, covers the hiring of a part-time secretary—a wish expressed in the April 17 letter from KEAC Vice-Chairperson Yves Désilets. On August 15, the KEAC received a letter from Sid Gershberg, faxed to the MENV on August 8, responding to the Committee's invitation of June 19. Mr. Gershberg said that he was aware of the discussions held with the Deputy Minister and that he would be available to meet with the KEAC any time after August 31.

**Discussion** –Yves Désilets feels that Sid Gershberg should be contacted as soon as possible to schedule a meeting with the KEAC. A quorum, if not representation by each of the KEAC member organizations, is needed for there to be a formal set of minutes. A letter and notice of meeting should be sent to Mr. Gershberg as soon as possible, in accordance with the procedure for meetings convened on short notice—if possible, the meeting should be held in September. Paule Halley agrees the Committee should meet with Mr. Gershberg, provided the aim is to secure sufficient funding to enable the KEAC to fulfil its mandate. Yves Désilets also feels that a meeting should be held in Kuujjuaq to discuss the KEAC's future with KRG officials and staff so as to strengthen communication between the two organizations. The matters raised with the Deputy Minister at the 84th meeting should be raised with the KRG as well.

The Executive Secretary informed the members that the hotel had just received a copy of a government order in council making the appointment of Hélène LeBlond as KEAC Chairperson official, effective April 1, 2000. Yves Désilets asked that the Committee write to Johnny Adams, KRG Chairman, and Peta Aatami, President of Makivik Corporation, to request that a third KRG representative be appointed to fill the position vacated by Tommy Grey.

The Executive Secretary asked to discuss the processing of new files, i.e. whether the current procedure can be improved. Yves Désilets explained that new files are first examined by the Secretary, who drafts a summary and transmits it to the members, along with a copy of the document received. A conference call may then be held and, if necessary, a subcommittee formed to deal with the matter. He stressed that a subcommittee can be formed during regular meetings without the need for a resolution. Hélène LeBlond said she would like to see a KRG representative on every subcommittee, as their local-level knowledge is vital to dealing with Nunavik issues.

Yves Désilets said that the KEAC should acknowledge receipt of the Deputy Minister's latest letter, informing her that a part-time executive secretary has been hired and that secretarial services will continue to be ensured, primarily by Diane Dussault, until such time as a permanent executive secretary is hired.

### **3.2 Review of Regulation respecting solid waste**

**Correspondence** – On June 1, the KEAC called Michel Ouellet at the MENV's Direction des politiques du secteur municipal to obtain more information on the draft regulation respecting solid waste. Mr. Ouellet referred the Committee to his colleague Claude Trudel. The KEAC agreed to submit its questions in writing on June 8 and then hold a conference call with Mr. Trudel on June 13 to obtain the answers. Accordingly, the KEAC wrote to Mr. Trudel on June 8, in French, transmitting the 14 questions raised by the KEAC members. It wrote Mr. Trudel another letter the next day, June 9, to submit Paule Halley's and Muncy Novalinga's comments and questions. On June 13, Diane Dussault of the KEAC secretariat received a message cancelling the conference call at the last minute because Mr. Trudel was out of his office. The KEAC called Louis Germain at the Direction des évaluations environnementales the same day to ask him what it should do given that it only had until June 15 to officially submit its comments. That afternoon (June 13), the Committee got a message from Mr. Germain saying that the deadline for submitting its comments had been extended until June 30 and that the Committee could contact Michel Ouellet, Claude Trudel's supervisor, to make new arrangements.

The KEAC contacted Yves Héroux, project coordinator for the KRG, on June 16 to get his views on the questions and comments contained in the letters addressed to the Direction des politiques de secteur municipal (MENV) on June 8 and 9. It was agreed that Mr. Héroux and the KEAC Executive Secretary would meet in Kuujjuaq on June 20, with Claude Trudel participating by way of a conference call. The conference call took place as scheduled. On June 27, the KEAC wrote to Jean Maurice Latulippe at the Direction des politiques du secteur municipal in reply to his request to study and comment on the draft regulation respecting solid waste.

On June 27, the Executive Secretary learned of the *Isurruutiit* Program from the Mayor of Kangirsuk, Joseph Annahatak. Funding for this KRG program was renewed by the Ministère des Affaires municipales in 1999. The sum of \$45 million was allocated over five years, to be used solely for infrastructure improvement, i.e. water treatment and waste disposal facilities in all 14 Nunavik villages. The mayor authorized the KEAC to make a copy of the introduction to a 1999 preliminary study on infrastructure needs in the community of Kangirsuk (12 p.) (document sent to the KEAC members).

On July 17, Jean Maurice Latulippe, attorney with the Direction des politiques du secteur municipal, acknowledged receipt of the KEAC's letter of June 27, referring the Committee to Michel Ouellet for any additional information. On August 2, the KEAC acknowledged receipt of a letter from the KRG's Yves Héroux transmitting a report on the state of drinking water facilities and waste disposal sites in the 14 Nunavik villages, the result of a site inventory and characterization conducted in 1999 (document sent to the KEAC members). Mr. Héroux proposed maintaining contact with the KEAC so that the KRG could support the Committee if the draft regulation respecting solid waste goes into advance publication.

During a conversation with Claude Trudel in the week of August 14, the Executive Secretary learned that the draft regulation had been submitted to economic impact assessment by the MENV and will likely go into advance publication in the fall. On August 21, the KEAC received a copy of the memorandum of understanding (MOU) between the Minister of State for Municipal Affairs and Greater Montréal and the Kativik Regional Government concerning the *Isurruutinik* Financial Assistance Program for northern infrastructure improvement. The MOU is available in French only.

**Discussion** – During the summer, the Executive Secretary visited a number of municipal waste disposal sites in Nunavik. The sites were photographed for the KEAC's records. The Executive Secretary also tabled two documents, the "Entente-cadre concernant la région Kativik," signed on October 21, 1998, and the "Protocole d'entente entre le Ministre d'État aux Affaires municipales et à la métropole et l'ARK dans le cadre du Programme d'aide financière "Isurruutinik" pour l'amélioration des infrastructures des villages nordiques" (see preceding paragraph), signed on June 30, 1999. He summed up the discussion held with the KRG's Yves Héroux after learning of the *Isurruutinik* Program.

Paule Halley requested that the KRG appoint someone to come and explain the program to the KEAC and identify ways to improve it. Yves Désilets stressed that the Committee should take the same approach as with all issues, that is, focus on environmental solutions, regardless of their cost. The same goes for the cases raised by Peter Jacobs, Chairperson of the Kativik Environmental Quality Commission (KEQC), that is, solid waste recycling areas on current disposal sites in Nunavik. According to Yves Désilets, the success of these recycling areas augurs well, from an environmental perspective, for the establishment of recycling programs for household and industrial waste. The KEAC should acknowledge receipt of Mr. Jacobs'

letter, pointing out that the KRG is in the process of developing recycling programs and that the KEAC will be staying abreast of the issue.

Muncy Novalinga said that we need to think ahead in this matter: community recycling depots will mean a cleaner environment for the villages, which are often strewn with wind-borne litter from the municipal dump, especially paper. Recycling depots may be expensive, but they are essential. And the fact that the Québec government has saved considerable money by limiting grants for recycling depots and selective collection systems to southern Québec and by funding projects in developing nations rather than here at home is all the more reason to finance the creation of depots in the North. It would simply be giving back the money it owes to Nunavik. Yves Désilets disagreed: he said that government funding of international projects meets other imperatives that do not affect the interests of Nunavik communities.

#### **4. REVIEW OF DRINKING WATER REGULATION**

Hélène LeBlond summarized the content of the KEAC's draft opinion on the draft regulation to amend the Drinking Water Regulation (document sent to the members). Paule Halley asked that the Committee verify that the regulation incorporates the related elements from the BAPE report. She suggested that we work with the document prepared by the previous executive secretary, which presents Inuit demands in the form of a summary table. This document could serve as a checklist to ensure that the KEAC opinion is as consistent as possible with the opinions voiced by the Inuit during the BAPE hearings. The Executive Secretary stressed that the advance-publication period is 60 days, as the regulation falls under the Environment Act.

#### **5. MEETING WITH NUNAVIK COMMISSION**

The day of the KEAC's 84th meeting, i.e. May 31, the Committee received a letter from the Nunavik Commission transmitting a copy of the policy agreement respecting the Commission's mandate, for the KEAC's consultation and comments. Michael Barrett, who had temporarily excused himself from the meeting, joined the discussion by phone to help prepare for the meeting with the Commission that evening (Aug. 30), at the Hôtel Coop in Puvirnituq.

Yves Désilets began by saying that the KEAC needs more information from the KRG members to ensure that its representations accurately reflect their opinions. Michael Barrett replied that, as a KRG representative on the KEAC, he feels that the meeting should be used to discuss the environmental situation in Nunavik. In his opinion, several issues need to be addressed, but the essential message to be gotten across is that while the system established by Section 23 has had more positive results than negative, after 25 years there is room for improvement.

According to Mr. Barrett, certain aspects of the environmental impact assessment and review procedure established by the JBNQA need to be rethought. Municipal projects such as disposal sites, drinking water infrastructures, etc. should be submitted to regional assessment only; for example, by strengthening the KRG's powers to review and approve such projects.

As far as Paule Halley is concerned, the federal impact assessment and review process needs to be looked at as well. If the situation doesn't change, the Quaqtq project could, in the short term, result in a negative public opinion of environmental assessment in Nunavik. KEQC Chairperson Peter Jacobs' letter to the KEAC bears out this view. The role of COFEX needs to be closely examined.

According to Michael Barrett, the Québec environmental assessment procedure may be more effective, but it also has its problems. Just recently, the reconstruction of a seaplane dock on Stewart Lake, near Kuujjuaq, was put off numerous times because of the existing procedure, much to the annoyance of local businesses.

Mr. Barrett also said that KEAC funding is a serious problem when it comes to studying and commenting on matters submitted to it. In Yves Désilets' opinion, the Committee is useless if it doesn't have the necessary resources. Having the necessary funding means having the human and material resources needed to fulfil its mandate, as well as the financing needed to monitor and follow up on issues dealt with by the KEAC. This is especially important in areas that directly affect the inhabitants of Nunavik, such as drinking water, waste management, etc.

Communication between the KRG, the federal government and the Québec government was an issue for Yves Désilets. He gave as an example a soon-to-be released natural resource survey, saying that the data should be made available to all levels of government to ensure effective environmental action. Paule Halley agreed, emphasizing that the matters raised with the Commission should go beyond the KEAC's mandate and embrace the environment from a broader perspective.

Paule Halley also said that the KEQC should continue to exist on the condition that schedules 1 and 2 of Section 23 of the JBNQA are amended—something the KEAC has tried to undertake but has constantly had to postpone. The creation of a new government should be used to make these amendments.

Michael Barrett feels that the MENV should provide the human, material and financial resources necessary to enforce the new laws that will result from the review of Section 23; currently, it doesn't allocate either enough personnel or resources to cover the territory of Nunavik and ensure legislative compliance.

Mr. Barrett further feels that all land use permits should be issued by the KRG, as this would help ensure application of the land use plan. Another matter he thought should be raised with the Commission is responsibility for the creation and management of parks in Nunavik, a responsibility he feels should fall to the KRG.

Paule Halley raised the issue of projects that fall through the regulatory cracks—so-called “grey area projects.” While certain types of projects could be removed from schedules 1 and 2 of Section 23, others should be added because of their environmental impact. Ms. Halley tabled copies of three documents for the members’ information, hoping that they would be submitted to the Nunavik Commission: 1) “La liste des demandes de certificat d’autorisation (...);” 2) “La liste des certificats d’autorisation délivrés en vertu de la Loi sur la qualité de l’environnement, article 22, pour la région du Nunavik depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1978” and 3) “Évaluation environnementale, Direction régionale Nord-du-Québec. Liste des projets par ordre numérique.”

Hélène LeBlond suggested that the Nunavik Commission could examine the regulatory powers conferred on the Minister of the Environment, some of which could be transferred to the KRG.

These are the main issues the KEAC members wish raised with the Nunavik Commission. The members asked the Executive Secretary to attend the meeting, make sure all of these matters are discussed and provide the members with a full report of the meeting.

As agreed, the 85th meeting was adjourned at 4:30 p.m.

After finishing the meeting with the Nunavik Commission in the morning, the 85th meeting of the KEAC resumed at 10:30 a.m. on August 31. Michael Barrett was present.

**6. BUSINESS ARISING FROM THE 84th MEETING AND CORRESPONDENCE  
(cont’d)**

**6.1 Inventory and characterization of abandoned mining exploration sites in Nunavik**

Robert Comtois presented the results of the inventory work carried out in the summer. Every Inuit community was contacted prior to the GÉTIC researcher’s visit. Once on site, the researcher generally met with and explained the project to the municipal council and members of the community liable to lend their assistance, such as members of the landholding corporation. Kuujuarapik was the only community not visited: the researcher had to postpone his work due to a forest fire. The work was finally completed the day before the 85th meeting in Puvirnituq.

The inventory was well received everywhere and participation was good. There was a lack of informants in Kuujjuaq, however, as the people with the most knowledge had died in recent years. In order to fill this knowledge gap, and at the KRG Chairman's request, the company Johnny May's Air Charters was contacted to ask for the help of its pilots in identifying abandoned mining exploration sites from the air. Following a meeting at the company's office, GÉTIC purchased a number of maps and sent them to the director of operations in Kuujjuaq along with descriptions.

The preliminary results indicate that abandoned sites are concentrated in the mineral areas of the Ungava and Labrador troughs. There are very few mining exploration sites in Kangiqsualujjuaq and Ivujivik. All site descriptions still have to be validated, even by the majority of informants' admission. Because the sites were identified in winter, when there was substantial snow cover, it was generally impossible to guarantee that all abandoned material had been accounted for.

Michael Barrett said that the KRG is to meet in Kuujjuaq in December and that it would be good if the inventory report was presented to the members. In reply to Muncy Novalinga's question as to what kinds of petroleum products had been reported, Robert Comtois said that all products used in air and land transportation are liable to be found on the sites.

Claude Abel said that Environment Canada would be able to finance site cleanup as soon as possible under the Eco-Action 2000 program. The village of Salluit could be the first to benefit seeing as this area has a particularly high concentration of abandoned sites. The program matches the contribution from the organization doing the cleanup work, whether it is the KRG or another entity. Michael Barrett feels that we're getting ahead of ourselves: site characterization needs to be completed first, after which cleanup should be carried out according to priority, that is, beginning with those sites posing the greatest environmental problem and working down to sites whose cleanup is less urgent.

## **6.2 Kuujjuaq wind turbine**

The Executive Secretary said that no recommendations had been made since the presentation by Hydro-Québec representatives. Does this mean that the file is closed?

As far as Yves Désilets is concerned, the KEAC has done its job and the file can be closed. Future requests and applications should come from the KRG. Claude Abel agrees. Yves Désilets also feels that Hydro-Québec should be invited to a KEAC meeting on an annual basis to report on its activities and projects in Nunavik. Hélène LeBlond thinks that the KEAC should take a position on the matter. In Yves Désilets' opinion, there's only one position the Committee can take, that of environmental protection. In Claude Abel's opinion, this could very well translate into a position in favour of wind energy, which produces less pollution and is therefore better for the environment. Yves Désilets has nothing against this, although he feels that such a position should be supported by a request from a local organization; for example, the KRG would have to ask the KEAC to take a

position on the wind turbine issue before the Committee could do so and make its position known to the Minister.

Michael Barrett considers that if the KEAC does take a position, it should take energy conservation and costs into account. Since the wind turbine issue could very well blossom into an energy conservation issue, the KEAC should start thinking in this direction. He suggested that Hélène LeBlond take the lead in this file, assisted by Claude Abel and Muncy Novalinga.

### **6.3 Environmental assessment of development projects in the North**

Paule Halley read the letter from Jacinthe Leclerc of the Canadian Environmental Assessment Agency, received on June 15, and felt that it does not satisfy the KEAC's request. The KEAC should write to Ms. Leclerc to ask for a copy of the minutes of the June meeting referred to in her letter as well as an explanation as to why no certificate of authorization was issued, when the project is nearing completion, and if the project was not authorized, why it went ahead?

Michael Barrett and Yves Désilets asked that a letter expressing the KEAC's concerns in this regard be drafted and submitted to the members for their approval. The letter can then be signed by the Chairperson and sent to Ms. Leclerc.

### **6.4 Miscellaneous business**

#### *6.4.1 Regulation respecting waste water disposal systems for isolated dwellings*

**Correspondence** – On August 21, the KEAC received a reply to its May 9 letter to Didier Bicchi of the Ministère de l'Environnement (MENV) concerning the amendment of the Regulation respecting waste water disposal systems for isolated dwellings (R.S.Q. c. Q-2, r.8). Mr. Bicchi explained that the KEAC was not consulted mainly because the Regulation does not apply to Nunavik.

**Discussion** – Paule Halley asked to have a copy of both the April 9 letter sent by the KEAC Vice-Chairperson and Mr. Bicchi's letter of reply. She offered to draft a reply on behalf of the Committee.

#### *6.4.2 Translation of French documents into English*

**Correspondence** – On August 29, the DRNQ faxed the KEAC a copy of a letter, dated August 4, from Robert Sauvé, Associate Secretary General of the Secrétariat aux Affaires autochtones (SAA), to Deputy Minister of the Environment Diane Jean. It said:



“(…) the Inuit representatives on the KEAC are unable to read and understand documents in French. Furthermore, I have noted that the KEAC’s current budget essentially covers only secretarial services and the travelling expenses of Committee members, who are required to meet at least four times a year under the James Bay and Northern Québec Agreement.

Given this situation and the fact that it is the Ministère de l’Environnement itself who solicits the KEAC’s opinion on draft regulations of the Québec government, I believe that there is just cause for your Department to either provide the KEAC with an English version of draft regulations submitted for its consideration and comments or to grant it the funding required to have these documents translated. I realize that this means extra cost for the Department; however, I believe that the KEAC, which the JBNQA established as the preferential and official forum for the Québec government in Nunavik for environmental laws and regulations, should be given the means to fulfil its consultation mandate.” [Translation]

**Discussion** – The KEAC took note of this letter and charged the Executive Secretary with applying the rule for responding to requests from government departments.

#### *6.4.3 Consultation of northern advisory committees*

**Correspondence** – On August 21, the KEAC received a copy of a memo, dated July 25, from Deputy Minister of the Environment Diane Jean to her assistant deputy ministers. Forwarded to the KEAC by Daniel Berrouard of the MENV’s Service des projets industriels en milieu nordique, the memo was in follow-up to the Deputy Minister’s meeting with the KEAC on May 31. The last paragraph contains her recommendation regarding consultation of northern advisory committees:

“Considering our obligations under the JBNQA and under Chapter II of the EQA, I ask that you see to it that these committees are properly consulted during the drafting or amending of departmental policies, laws and regulations which affect, either directly or indirectly, the territory governed by the James Bay and Northern Québec Agreement. Such consultation should be carried out as much upstream as possible by submitting, in the case of draft laws and regulations, the technical version of the proposed amendments.”

**Discussion** – The KEAC took note of this memo and charged the Executive Secretary with making sure this directive is enforced when government departments ask the Committee for its comments.

7. **VARIA**

**7.1 Pingualuit Park**

Michael Barrett hopes that at least one KEAC member will attend the public hearings in Kangiqsujuaq on November 16 and 17. Since he will be attending as a member of the KRG, he cannot represent the KEAC. The Executive Secretary was asked to obtain more information and then get back to the members to see if anyone can attend the hearings.

**7.2 Québec strategy on protected areas**

The Executive Secretary explained the MENV's invitation to attend the launching of the above strategy. An information session will be held on September 26. The Executive Secretary spoke with MENV official Patrice Beauchesne a few days before the meeting in Puvirnituaq, and overtures were made to have the KEAC play a similar role to the one played during the BAPE consultations on water management in Québec. The Executive Secretary was asked to obtain more information and then get back to the members to see if anyone can attend the launching.

**7.3 Duties of the Executive Secretary: priorities**

Based on the exchanges during the present meeting, the Executive Secretary informed the members of how he plans to proceed in the future, namely: 1) all documents received in French that are liable to be sent to the members will systematically be translated by professional translators; 2) the adopted minutes of meetings will be sent to KEAC members in accordance with the rules of internal management, as soon as the adopted version is available; 3) the Executive Secretary will officially take over budget management within the next few days. The previous secretary, Michael O'Neill, had kindly accepted to continue discharging this duty while the new Executive Secretary was out of town; 4) as soon as possible, the Executive Secretary and the Chairperson will have the names of the signing authorities changed to theirs so that they can sign checks.

The Executive Secretary asked who was responsible for preparing the annual report for 1999-2000, him or his predecessor? The Committee said it was the previous executive secretary's responsibility.

The secretariat in Québec City does not have any KEAC records, i.e. minutes of meetings or file-related documents, from before 1997, the year the secretariat moved to the MENV offices. Michael Barrett thinks they may still be in Kuujjuaq. He suggested we call either Michael O'Neill or Kuujjuaq. The secretariat's last office in Kuujjuaq was in a MENV building. Jacques Lacroix was secretary at the time. We could call him.

The Executive Secretary said that he expects to submit a financial report by October 1 for the purpose of assessing the Committee's budget needs for 2001-2002.

**8. DATE AND PLACE OF NEXT MEETING**

The KEAC will hold its next meeting on December 7 and 8, in Montréal. The meeting after that, scheduled for March 2001, will be held in Kuujjuaq.

The meeting was adjourned at 11:50 a.m.

Moved by: Yves Désilets  
Seconded by: Muncy Novalinga  
Adopted unanimously



**Robert Comtois**  
Interim Executive Secretary

November 27, 2000

*evalenv\dusdi02\cckreunions\minutes85.doc*